# Nouvelles locales du mardi 28 juillet 2015

@rib News, 28/07/2015 Ï Politique - Le parti CNDD-FDD estime que la Constitution doit Ãªtre modifiÃ©e pour quâ€™il y ait un gouvernement dâ€™union nationale. Selon le porte-parole de ce parti, ce gouvernement dâ€™union nâ€™est pas conceva moment que la Constitution reste telle quâ€™elle est actuellement. Daniel GÃ©lase Ndabirabe fait constater que le parti au pouvoir est favorable Ã ce gouvernement et demande aux chefs dâ€™Etats de la sous-rÃ©gion de lâ€™Afrique de lâ€™Est dâ que les Burundais arrivent Ã la modification de la Constitution.
- Le prÃ©sident de la coalition Â«Â Amizero yâ€™AbarundiÂ Â» a tenu Ã expliquer la raison pour laquelle il a optÃ© pour siÃ© Parlement. AprÃ¨s avoir crÃ©Ã© la surprise en allant siÃ©ger dans l'hÃ©micycle de Kigobe, le numÃ©ro un de l'opposition a expliquÃ© sa prÃ©sence malgrÃ© sa contestation des Ã©lections auxquelles il nâ€™a pas participÃ©. Agathon Rwasa trouve Ã©lections ont eu lieu, malgrÃ© les cris de tout le monde. Mais quoi qu'il en soit, au cÅ“ur mÃªme de ces erreurs, rÃ©side un message de la population qui a demandÃ© Ã Ãªtre reprÃ©sentÃ©e. Â«Â Si nous refusons au peuple ce droit, serions-nous en train de l'aider d'une quelconque maniÃ¨re ?Â Â» se demande-t-il. Â«Â En attendant que les questions politiques du moment trouvent une rÃ©ponse, ce qui peut Ãªtre fait doit lâ€™Ãªtre : c'est notre positionÂ Â», a-t-il maltelÃ©. - Alors que les conseillers communaux devraient Ã©lire vendredi de la semaine derniÃ¨re les sÃ©nateurs, la mairie de Bujumbura nâ€™a pas manquÃ© au rendez-vous. Les favoris Ã©taient Madame Ahishakiye Emelance du CNDD-FDD et Jacques Bigirimana prÃ©sident du FNL. AprÃ¨s la prÃ©sentation des candidats, une chose a pourtant Ã©tonnÃ© plus dâ€™un. En effet, Jacques Bigirimana a refusÃ© de prÃ©senter sa candidature ce qui a laissÃ© le champ libre Ã Monsieur Barampama RÃ©my du CNDD FDD qui venait dâ€™Ãªtre Ã©lu administrateur de la nouvelle commune de Ntahangwa. - Les observateurs ne sont pas parvenus Ã expliquer ce comportement pour un prÃ©sident dâ€™un parti de lâ€™opposition qui nâ€™avait pas remportÃ© au la chambre basse et qui comptait pour cette chance pour siÃ©ger Ã la chambre haute. Selon des informations sur place, il a juste dit quâ€™il a le droit de refuser cette candidature alors que certains conseillers criaient scandale affirmant que Jacques Birigimana mÃ©ritait bien cette place vu ses efforts pour le pays et plus particuliÃ¨rement pour le prÃ©sident Nkurunziza et que donc il devrait occuper ce poste. Les explications quâ€™il a pu fournir nâ€™ont pourtant pas convaincu. Mai dâ€™autres sources proches du parti au pouvoir font savoir quâ€™il devra Ãªtre servi plus tard puisquâ€™un autre poste plus lâ€™attendrait. Certains disent mÃªme quâ€™il prÃ©fÃ©rerait garder le poste de directeur commercial Ã lâ€™Office du ThÃ© (OTB) quâ€™il occupe actuellement. Â Ï SÃ©curitÃ© - Une personne qui serait parmi ceux qui ont attaquÃ© la localitÃ© de Rukambasi aurait dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e par la police dans la commune Nyanza-lac de la province Makamba. De plus, 28 fusils de type Kalachnikov, 60 chargeurs, 1215 munitions et 23 tenues militaires ont Ã©tÃ© saisis. Selon le commissaire rÃ©gional de la police, ce travail a connu des succÃ¨s grÃ¢ce Ã la collaboration parfaite entre les autoritÃ©s administratives de la province, les forces de lâ€™ordre et la population. Eustache Ntagahoraho dÃ©ment par la mÃªme occasion les informations selon lesquelles des Ã©lÃ©ments de lâ€™armÃ©e auraient pÃ©ri dans ces affrontements. - Le gouverneur de la province Makama affirme de son cÃ´tÃ© que la population Ã©tait unie mÃªme auparavant et la tranquillise en lui demandant de ne pas se lasser et de continuer Ã travailler ensemble avec les forces de lâ€™ordre et les instances judiciaires. Gilbert Nduwayo, qui vient dâ€™Ãªtre Ã©lu dÃ©putÃ© pour le compte de sa province, affirme que la personne arrÃªtÃ©e a affirmÃ© q qui lâ€™ont recrutÃ© lui avaient demandÃ© dâ€™aller apprendre le maniement des armes dans le but de commettre des embuscades sur les vÃ©hicules de transport. Cette autoritÃ© prÃ©cise que la province Makamba est sÃ©curisÃ©e puisque la situation est maÃ®trisable. Elle renchÃ©rit que plus de 27.000 personnes qui avaient fui le pays en provenance de cette province sont dÃ©jÃ rentrÃ©es. Ï Economie - AprÃ¨s que la Banque de la RÃ©publique du Burundi (RBR) ait dÃ©cidÃ© de changer les anciens billets de 5.000, 10.000, 2.000 et 500F, ces derniers ne seront plus fonctionnels sur le territoire burundais Ã partir de ce mercredi 29 juillet 2015. Chaque dÃ©tenteur de ces billets usagers doit se rendre Ã la Banque de la RÃ©publique du Burundi (BRB) pour en obtenir de nouveaux. Le gouvernement avait fait cette annonce, il y a deux mois. Le changement des billets s'applique dÃ©sormais et ces derniers jours, de longues files se font observer devant les banques commerciales qui ont prÃ©fÃ©rÃ© aider la Banque centrale dans ce travail dâ€™Ã©changer ces anciens billets. AprÃ mercredi, les dÃ©tenteurs des anciens billets devront sâ€™adresser Ã la BRB seulement, câ€™est-Ã -dire Ã Bujumbura, Ã Ã Ngozi. Ï Diplomatie - La Mission Electorale des Nations Unies au Burundi (MENUB) a sorti une dÃ©claration sur la mascarade Ã©lectorale du 21 juillet. Selon ce bureau de lâ€™ONU, mÃªme si le jour du scrutin Ã©tait paisible et les opÃ©ratio conduites dâ€™une maniÃ¨re adÃ©quate, lâ€™environnement gÃ©nÃ©ral nâ€™Ã©tait pas propice au dÃ©roulement dâ€™un libre, crÃ©dible et inclusif. Cette conclusion rejoint celle des observateurs de l'EAC. Rappelons que dans ce mÃªme ordre dâ€™idÃ©es, les Etats-Unis (John Kerry et Barack Obama), le Royaume-Uni, la Belgique (Didier Reynders), l'Union EuropÃ©enne (Federica Mogherini), la France (Laurent Fabius), et bien d'autres ont jugÃ© ni libres ni crÃ©dibles les Ã©lections du 21 juillet. Pour la â€œCampagne Halte au TroisiÃ¨me Mandatâ€•, Nkurunziza ne pourra pas se moquer de tout un peuple. Il ne peut pas Ãªtre le prÃ©sident du Burundi au-delÃ du 26 aoÃ»t 2015. Il n'y a pas eu d'Ã©lections et les organisations engagÃ©es dans cette campagne rappellent quâ€™elles ne reconnaÃ®tront pas les institutions issues de cette mascarade.